

section du Nord



Le 09/01/2013

Monsieur le DRFIP du Nord,

Aujourd'hui 09 janvier 2013, est reconvoqué le CTL qui concerne les suppressions d'emplois.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES ne siègera pas à ce CTL pour les raisons suivantes :

* Une demande vous a été faite de dissocier les sujets à l'ordre du jour.

Demande rejetée.

Or, le règlement intérieur va donc être validé ce jour sans aucune discussion.

Dans d'autres départements, les directeurs ont bien compris l'importance du débat à avoir sur ce sujet et ont accepté son report à un autre CTL.

* Au niveau national 2062 emplois nets sont supprimés.

Malgré une faible baisse, ces suppressions vont encore impacter lourdement les conditions de travail des agents de la DRFIP et la qualité de nos missions de service public.

* Au niveau local, le Nord est la 1ère direction de province en matière de suppressions.

Pourtant d'après les chiffres de l' Insee, notre département reste le plus peuplé de France avec 2,576 millions d' habitants et devrait le rester jusqu'en 2040. Sa population est également la plus jeune de France.

Dans notre département, les plus riches côtoient les plus pauvres.

Dans un même temps, les contribuables assujettis à l'ISF augmente de 10% par an, mais la pauvreté explose suivant les arrondissements : Roubaix, Denain , Tourcoing, Maubeuge . Cela s'étend dans tout le département où le taux de chômage est supérieur de 10% à la moyenne nationale.

En matière de contrôle fiscal, malgré les annonces faites, il y a bien des suppressions d'emplois dans cette filière.

Ainsi, rien que pour le Nord, vous supprimez 5 postes de contrôleurs, 1 d'un cadre A+ contre la création d'un cadre A.

Or, alors que la fraude fiscale est évaluée à 40 milliards d'euros par an, un fonctionnaire du contrôle fiscal rapporte 2 millions 300 mille euros.

Dans un contexte national budgétaire déficitaire, ces suppressions , comme les autres sont aberrantes et défient toute logique.

Cela se traduit par un besoin accru des services publics et l'augmentation des charges a fait un bond de 30% en moyenne.

En effet, les problèmes de paiement des impôts explosent tout comme les problèmes liés à la difficulté de compréhension de la législation.

Cela, Solidaires Finances Publiques l'a démontré avec l'appui du rapport de la Cour des Comptes sur les relations de l'Administration fiscale avec les particuliers et les entreprises lors du CTL du 23 octobre 2012.

En gestion publique, le problème est le même. Les agents de la DGFIP participent à l'élaboration du budget des collectivités locales, la gestion des comptes publics, l'accueil de proximité des contribuables.

La complexité et la densité des tâches dévolues aux agents des Finances Publiques ne peuvent souffrir de nouvelles suppressions d'emplois.

Les agents se sentent depuis plusieurs années en difficulté pour faire face à toutes leurs missions. La souffrance au travail explose aussi et a même été démontrée dans les rapports des médecins de prévention , des psychologues de toutes les directions. Le Nord est particulièrement touché et ces chiffres sont toujours dénoncés par SOLIDAIRES FINANCES aux CHSCT.

En contrepartie l'Administration, et particulièrement le Nord lance de grandes campagnes d'expérimentation, de tests pour simplifier ou réorganiser le travail. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES dénonce des méthodes qui ne feront qu'amplifier la souffrance au travail et les risques psychosociaux.

Face à cette situation et désireux de ne pas contribuer à la lente agonie de nos services, Solidaires Finances Publiques du Nord ne peut que boycotter ce CTL, manifestant ainsi son opposition aux politiques de destructions d'emplois, sous couvert de « modernisation de l'action publique.

SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES a évalué le coût de ces 60 suppressions nettes d'emplois à 1 million 430 mille euros. Nous vous remettons symboliquement ce chèque et vous demandons de le transmettre à qui de droit.

